

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce mercredi 2 novembre 2022

SOMMAIRE

- RDC : la société civile de Beni exige la fin des opérations conjointes FARDC-UPDF
- RDC : le chef des droits de l'homme appelle à la désescalade suite à la reprise des hostilités dans l'Est
- En RDC, les rebelles du M23 gagnent du terrain dans l'Est
- Droits des femmes : en Afrique, des luttes d'un nouveau genre
- RDC-M23 : « des femmes accouchent sur la route, nous n'avons pas d'eau et les prix des denrées alimentaires ne cessent d'augmenter... »
- L'Union sacrée appelle les Congolais à se mobiliser contre l'agression rwandaise
- RDC – Martin Fayulu : « Félix Tshisekedi va devoir partir »
- RDC : aucun accord d'achat d'armes et d'hélicoptères n'a été conclu avec la Russie (Patrick Muyaya)
- Le pape veut se rendre en RDC et au Soudan du Sud début février 2023
- Combats FARDC-M23 : toujours pas de reprise de trafic sur la route Goma-Rutshuru-Lubero
- Ituri : Une nouvelle embuscade CODECO fait un mort à Djugu

1. DROITS HUMAINS

RDC : la société civile de Beni exige la fin des opérations conjointes FARDC-UPDF

La société civile de la ville de Beni a recommandé, lundi 31 octobre, au gouvernement congolais de mettre fin aux opérations conjointes FARDC-UPDF en cours dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Elle a fait cette recommandation dans un communiqué au terme de son assemblée générale extraordinaire tenue à Beni avec toutes ses structures. Cette structure estime que ces opérations dites « Usujaa » n'ont pas réussi à ramener la paix jusque-là et sont improductives sur terrain. Elle exige même la rupture des relations diplomatiques avec tous les pays considérés comme agresseurs, notamment, le Rwanda et l'Ouganda compte tenu de leur soutien avéré aux rebelles du

M23. « Depuis que la RDC, notre chère patrie, notre cher pays a signé l'accord et même le renouvellement des accords ou de l'accord entre UPDF et FARDC, nous constatons sur terrain après analyse objective que cet accord ne nous amène pas la paix. Et recommandons à notre gouvernement de bien vouloir rompre la collaboration UPDF-FARDC, considérant l'improductivité des opérations sur terrain », a expliqué le président de la société civile de Beni, Pepin Kavota.

RDC : le chef des droits de l'homme appelle à la désescalade suite à la reprise des hostilités dans l'Est

Le chef des droits de l'homme de l'ONU a appelé, mardi, à une désescalade urgente dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) où les affrontements entre l'armée congolaise et les rebelles du M23 continuent. L'ONU s'inquiète de la résurgence des combats entre les forces armées de la République démocratique du Congo et les rebelles du M23 qui ont déplacé, en onze jours, quelque 50.000 personnes dans l'est du pays. Selon le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH), « plus d'une dizaine de civils ont été tués, au moins 40 autres blessés et plus de 90.000 déplacés lors de la reprise des combats ». « La situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo se détériore rapidement et menace de provoquer une catastrophe en matière de droits de l'homme », a déclaré dans un communiqué le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk.

Cesser immédiatement les hostilités et désarmer sans condition

Dimanche déjà, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres avait appelé à une « désescalade immédiate », après s'être entretenu avec les Présidents de l'Angola, de la RDC, du Rwanda et du Kenya et du Sénégal, qui préside l'Union africaine, selon un communiqué de son porte-parole Stéphane Dujarric. Il avait appelé aussi le M23 et les autres groupes armés « à cesser immédiatement les hostilités et à désarmer sans condition ». Pour l'ONU, de nouveaux combats ne feront qu'engendrer plus de douleur et de souffrance pour davantage de personnes. « J'appelle donc à la désescalade et à ce que toutes les parties choisissent sans équivoque la paix à travers le dialogue », a ajouté M. Türk.

En RDC, les rebelles du M23 gagnent du terrain dans l'Est

Depuis la reprise des affrontements avec l'armée congolaise dans la province du Nord-Kivu, 50 000 personnes ont fui l'avancée des insurgés du Mouvement du 23 mars. Le camp s'est vidé en quelques heures. Les 2 100 familles, réfugiées à Rumangabo, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ont fui dimanche 30 octobre les combats entre l'armée congolaise et les insurgés du Mouvement du 23 mars (M23), une

rébellion à dominante tutsi soutenue par le Rwanda, selon les autorités de Kinshasa.

Arrivé il y a quelques mois, Gustave pensait pourtant être en sécurité dans cette bourgade située à 45 km au nord de Goma, la capitale du Nord-Kivu. Comme d'autres, le cultivateur a quitté son village à cause de la guerre et construit un abri de fortune à l'entrée du Parc des Virunga, espérant bénéficier de la protection des gardes de la réserve en cas d'attaque du M23. Mais, depuis l'assaut de fin octobre à Rumangabo, le quadragénaire et ses proches ont dû fuir, à nouveau. Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci. La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du Monde, est strictement interdite. « *Même si la situation reste volatile, la zone est passée sous contrôle des rebelles* », assurait dimanche Gentil Karabuka, le président de la société civile locale – un regroupement d'associations citoyennes. Le groupe armé, qui avait lancé une nouvelle offensive le 20 octobre, contrôle désormais Rutshuru, la seconde ville de la province du Nord-Kivu ainsi que la cité voisine de Kiwanja, selon Willy Ngoma, le porte-parole militaire des rebelles.

Corridor humanitaire

Alors qu'il avait été défait en 2013, le M23 a repris les armes en décembre 2021 et multiplie, depuis, les attaques dans l'est de la RDC. Mais, cette fois, l'avancée des rebelles est rapide et provoque la panique dans le territoire de Rutshuru. Pas moins de 50 000 personnes ont été déplacées par les combats au cours des onze derniers jours, d'après le secrétariat général des Nations unies, et dix décès ont été enregistrés. L'ONG Médecins sans frontières (MSF) réclame un corridor humanitaire pour évacuer les civils et les blessés.

Au fur et à mesure que leur zone d'influence s'étend, les insurgés assoient leur contrôle sur les importations congolaises en provenance d'Ouganda. Des biens vitaux pour la survie des habitants du Nord-Kivu, dépendants des produits manufacturés étrangers. Vendredi, le poste frontière de Kitagoma a ainsi été pris par le M23. Le deuxième dans la zone depuis la prise de Bunagana, une petite cité commerçante à cheval entre la RDC et l'Ouganda. « *Le sel et la farine sont de plus en plus rares sur les marchés* », assure Justin Komayombi, le chef d'une autorité coutumière de Kisigari qui s'inquiète des pénuries agricoles. « *Les quelques champs encore accessibles ne suffisent pas à nourrir toute la population* », poursuit-il. Selon un rapport du Programme alimentaire mondial (PAM) publié en août, 94 % des ménages du territoire de Rutshuru sont en insécurité alimentaire.

2. DROITS DES FEMMES

Droits des femmes : en Afrique, des luttes d'un nouveau genre

« En Afrique, les femmes face aux violences » (1/4). Alors que les Africaines demeurent soumises à de nombreux abus, des acteurs communautaires, des femmes influentes et de jeunes militantes montent au front. Etre une femme en Afrique, c'est, plus qu'ailleurs, subir une existence jalonnée de violences. « *L'Afrique est la région du monde où les femmes ont le plus de risques d'être tuées par un partenaire intime ou un membre de la famille* », révèle une étude de l'ONU Femmes publiée en 2019. Parmi les pays les plus dangereux pour elles figure l'Afrique du Sud : chaque heure, en moyenne, trois femmes y meurent sous les coups de leur conjoint. Les féminicides, fléau mondial, fauchent en premier lieu les femmes de la famille, les travailleuses du sexe mais aussi des femmes âgées recluses ou des fillettes orphelines accusées de sorcellerie dans des pays ravagés par la guerre, comme en République démocratique du Congo (RDC). Un acte d'anéantissement qui s'inscrit souvent dans un continuum de brutalités physiques, sexuelles, psychologiques et économiques.

RDC-M23 : « des femmes accouchent sur la route, nous n'avons pas d'eau et les prix des denrées alimentaires ne cessent d'augmenter... »

Plusieurs localités ainsi que les cités de Kiwanja et Rutshuru-Centre (Nord-Kivu) sont actuellement assiégées par les rebelles du M23. Cette résurgence des combats entre les forces armées de la RDC et le groupe armé a occasionné le déplacement, selon l'ONU, de 50.000 personnes en onze jours. Depuis Rutshuru, Goma et Bukavu, trois activistes reviennent sur la situation. « *Nous sommes actuellement dans la chefferie de Bwito, une partie de la population s'y est réfugiée. Les affrontements se poursuivent au niveau des localités de Mabenga et Tongo. Les rebelles du M23 s'opposent aux Forces armées de la RDC* », explique Neema Serutoke, une activiste des droits des femmes basée à Rutshuru qui tente de rejoindre Goma. Elle décrit en même temps les pénibles conditions dans lesquelles se trouvent les familles à Bwito. « *A l'heure actuelle, les femmes, les hommes et les enfants dorment ensemble sur des nattes. Il n'y a pas d'installations sanitaires propres, les populations ont quitté à la hâte leurs domiciles, il n'y a pas de nourriture. Il y a des enfants entre 15 ans et 2 ans qui ont parcouru plus de 50 kilomètres à pied, certains ont les jambes gonflées depuis plus de deux jours et ne reçoivent pas de soins. Ils doivent encore se lever pour marcher jusqu'à Goma. Certaines personnes se sont retirées dans les villages d'Ishasha et Nyamilima* ».

3. SITUATION POLITIQUE

L'Union sacrée appelle les Congolais à se mobiliser contre l'agression rwandaise

L'Union sacrée de la nation (USN) a invité, lundi 31 octobre, les Congolais à se mobiliser contre l'agression rwandaise dans la partie Est du pays. Les regroupements, partis politiques, les associations et personnalités membres de cette plate-forme politique ont lancé cette invitation à l'issue d'une réunion à Kinshasa. Autour du président de l'Assemblée nationale et du Premier ministre, ils ont condamné l'agression, les tueries barbares ainsi que les massacres du Rwanda, dans le territoire de Rutshuru. « *Face à cette tragédie humaine qui endeuille notre pays, nous ne pouvons garder silence, nous appelons tous les congolaises et congolais à l'unisson, à la mobilisation générale pour défendre l'intégrité du territoire et la souveraineté de notre pays, ses institutions légalement établies et notre peuple meurtri en danger d'extermination* », ont-ils déclaré dans une déclaration lue par le président du parti politique nouvel élan du Congo (PANECO), Bernard Kayumba.

RDC – Martin Fayulu : « Félix Tshisekedi va devoir partir »

Risque de glissement du calendrier électoral, potentielles alliances, hypothétique dialogue... De passage à Paris, l'opposant, qui tentera sa chance lors des prochaines élections, s'est confié à Jeune Afrique. Rencontre avec un homme revanchard. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a beau ne pas avoir encore publié son calendrier, Martin Fayulu sait déjà à quoi s'en tenir. « Le 23 janvier 2024, à minuit, Félix Tshisekedi devra prendre ses cliques et ses claques et partir », lance-t-il, déterminé, dans le salon d'un hôtel parisien. Après avoir passé quatre ans à revendiquer la victoire à la dernière élection présidentielle, Fayulu renfile ses habits de candidat. Investi par son parti, l'Engagement pour la citoyenneté et le développement (ECiDé) en juillet dernier, l'ancien porte-étendard de la plateforme d'opposition Lamuka est à Paris pour quelques jours. Une visite familiale puisque l'un de ses fils réside en région parisienne, mais surtout politique. Il vient notamment poursuivre la tournée médiatico-diplomatique de ces derniers mois aux États-Unis, au Canada et en Belgique. « J'ai vu des élus américains, je suis allé au Département d'État à Washington, au ministère des Affaires étrangères au Canada. J'ai également rencontré des députés canadiens », énumère-t-il, convaincu que ses « interlocuteurs regrettent aujourd'hui d'avoir pris acte de l'élection de Félix Tshisekedi ». « On le sent dans leur attitude, même s'ils ne le disent pas clairement avec des mots. »

RDC : aucun accord d'achat d'armes et d'hélicoptères n'a été conclu avec la Russie (Patrick Muyaya)

Patrick Muyaya, ministre de la Communication et des médias ainsi que porte-parole du gouvernement, a souligné ce lundi 31 octobre, au cours du briefing (son programme hebdomadaire avec la presse) que le gouvernement congolais qui entretient encore des rapports diplomatiques avec la Russie n'est pas dans une option de conclure un accord avec cette dernière sur l'achat d'armes et d'hélicoptères. La question, mieux cette possibilité, est depuis quelques jours évoquée. A l'en croire, il y a néanmoins eu une entreprise russe à l'époque du ministre Aimé Ngoy Mukena, qui voulait offrir ses services aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) mais les démarches n'avaient pas abouti entre les deux parties. « *Sur la question russe, il n'y a rien à nier parce qu'il n'y a pas d'accord qui a été signé. Je pense qu'il y a eu une mise au point qui avait été faite au niveau du ministère de la défense nationale et anciens combattants, et si je peux me permettre d'aller dans le détail, il y a eu des contacts à l'époque du ministre Aimé Ngoy Mukena (ancien ministre de la défense nationale et anciens combattants) avec une société russe qui voulait fournir des services aux FARDC mais c'est une démarche qui n'a pas abouti et cela se faisait dans un contexte où nous n'étions pas encore dans une situation de guerre entre la Russie et l'Ukraine* », a expliqué Patrick Muyaya lors du briefing hebdomadaire du lundi 31 octobre.

Le pape veut se rendre en RDC et au Soudan du Sud début février 2023

Le pape François a annoncé mardi qu'il avait l'intention de se rendre "début février" 2023 en République Démocratique du Congo et au Soudan du Sud, un voyage initialement prévu en juin qu'il avait dû reporter en raison de douleurs au genou. "Le médecin me l'avait interdit, aujourd'hui j'arrive à marcher, avec une canne mais j'y arrive", a déclaré François lors d'une rencontre en visioconférence avec des étudiants africains. Le Vatican avait annoncé le 10 juin le report de ce voyage, ravivant les inquiétudes sur l'état de santé du pape de 85 ans, qui se déplace désormais en fauteuil roulant. Début avril, lors d'un voyage de deux jours à Malte, il était apparu diminué par ses problèmes d'articulations et avait dû utiliser une plate-forme élévatrice pour monter et descendre de son avion. Et en mai, le Liban avait déjà annoncé le report de la visite du souverain pontife prévue en juin, en invoquant "des raisons de santé".

4. SECURITE

Combats FARDC-M23 : toujours pas de reprise de trafic sur la route Goma-Rutshuru-Lubero

Un calme précaire règne ce mardi 1er novembre sur toute l'étendue de la chefferie de Bwisha (Nord-Kivu). Dans les principales agglomérations de cette entité, occupées depuis quatre jours par les rebelles du M23, les activités socioéconomiques peinent à redémarrer, selon des sources locales. Aucun tir n'a été entendu la nuit dernière et toute la journée de ce mardi sur presque toute l'étendue de la zone occupée, depuis la semaine dernière par les rebelles du M23 dans le territoire de Rutshuru. Selon plusieurs témoignages recueillis dans l'enclave de Vitshumbi, en plein parc national des Virunga au Nord du territoire, l'inquiétude gagne la population locale ; à la suite notamment d'un afflux des militaires FARDC dans la zone. Même constat dans le groupement de Binza, nord-est du territoire de Rutshuru. Ce calme relatif s'explique du fait que les rebelles seraient déjà à l'entrée sud de l'entité, entre Nkwenda et Kiseguro; alors que plusieurs positions militaires ont déjà été dégarnies depuis lundi.

Ituri : Une nouvelle embuscade CODECO fait un mort à Djugu

Des miliciens membres de la Cpopérative pour le développement du Congo (CODECO) ont tendu une embuscade, ce mardi 1er novembre 2022, aux usagers de la route Mungbwalu – Kilo située entre les villages Abombi, dans le territoire de Djugu, province de l'Ituri. D'après la société civile de cette partie de l'Ituri, cette nouvelle embuscade des CODECO a donné la mort à une personne. Le président de la communauté Nande du territoire de Djugu qui confirme la nouvelle à Actu30.cd, indique que le corps sans vie de la victime est levé du lieu de drame. James Kasereka Mukura souligne que les autorités sécuritaires sont informées de cette situation.